

cepej



European
Commission
for the Efficiency
of Justice

Commission
européenne
pour l'efficacité
de la justice

CEPEJ-COOP(2024)1

PROJETS DE COOPÉRATION DE LA CEPEJ

**MIS EN ŒUVRE
DE JANVIER À JUIN 2024**



PROJETS MIS EN OEUVRE PAR LA CEPEJ



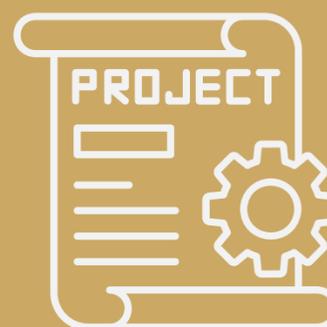
11 PROJETS BILATÉRAUX DANS 4 RÉGIONS/ZONES :

- UNION EUROPENNE
- BALKANS OCCIDENTAUX
- PARTENARIAT ORIENTAL
- SUD DE LA MÉDITERRANÉE



3 PROJETS RÉGIONAUX

- PROGRAMME SUD V
- TABLEAU DE BORD DU PARTENARIAT ORIENTAL
- TABLEAU DE BORD DES BALKANS OCCIDENTAUX



2 PROJETS TERMINÉS

- ✓ PROJET EN LETTONIE (MARS 2024)
- ✓ PROJET EN BULGARIE (JUIN 2024)



23 personnes travaillant sur les projets de coopération de la CEPEJ à Strasbourg et dans les bureaux de terrain

PROJETS TERMINÉS

- ✓ **PROJET EN LETTONIE - MARS 2024**
- ✓ **PROJET EN BULGARIE - JUIN 2024**





RENFORCEMENT DE L'ACCÈS À LA JUSTICE EN **LETTONIE** EN CONSOLIDANT LA MÉDIATION ET LES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE (PHASE II)





RENFORCEMENT DE L'ACCÈS À LA JUSTICE EN LETTONIE EN CONSOLIDANT LA MÉDIATION ET LES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE II

APERÇU

OBJECTIFS

- Améliorer la portée, la disponibilité et la qualité de l'aide juridique fournie par l'État en Lettonie
- Accroître la sensibilisation et le recours à la médiation en Lettonie en tant que moyen de résolution des conflits

Janvier 2022-mars 2024

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministère de la Justice,
- Administration de l'aide juridique en Lettonie,
- Conseil de médiateurs certifiés,
- Centre de formation judiciaire



RÉSULTATS ATTENDUS

- Le système d'aide juridique préliminaire fonctionnera selon un nouveau modèle spécifiquement adapté à son contexte national, en combinant les bonnes pratiques européennes et l'expérience du projet précédent.
- Elaboration d'un module de formation pour les conseillers de première ligne qui fourniront une aide juridique préliminaire et auront la capacité d'orienter les cas vers la médiation.
- Mise en place d'un mécanisme d'assurance qualité pour assurer un contrôle efficace de la qualité des services d'aide juridique fournis.
- Identification de groupes spécifiques pour des campagnes ciblées de sensibilisation aux avantages de la médiation comme méthode alternative au règlement judiciaire des litiges.

388 889 euros



RENFORCEMENT DE L'ACCÈS À LA JUSTICE EN LETTONIE EN CONSOLIDANT LA MÉDIATION ET LES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE II

RÉALISATIONS

FORMATION PROFESSIONNELLE

- Organisation d'ateliers impliquant des parties prenantes pour promouvoir la médiation, définir un nouveau service d'aide juridique de base et développer une nouvelle catégorie de professionnels du droit en Lettonie.
- Conception de modules de formation pour les nouveaux professionnels du droit et les avocats, centrée sur la médiation et les normes de qualité dans le système d'aide juridique.
- Développement d'un programme de formation pour les principaux fournisseurs d'aide juridique, mettant l'accent à la fois sur les sujets juridiques et les compétences non techniques requises, avec une composante de formation des formateurs aux compétences non techniques.
- Mise en oeuvre d'une formation pilote pour les professionnels du droit afin de partager les meilleures pratiques en matière de médiation.

ASSURANCE QUALITÉ ET ÉLABORATION DE NORMES POUR LE SYSTÈME D'AIDE JURIDIQUE

- **Recommandation de normes et de mécanismes d'assurance qualité pour le système d'aide juridique de la Lettonie, en intégrant des outils pour encourager l'examen par les pairs.**

FINALISATION ET PRÉSENTATION DES RECOMMANDATIONS

- L'événement final a eu lieu à Riga pour présenter le projet aux différentes parties prenantes.

MISE EN OEUVRE DU PROJET PILOTE SUR L'AIDE JURIDIQUE

- Élaboration du mandat et du plan d'action pour le projet pilote d'aide juridique.
- Implémentation d'un projet pilote de 10 semaines offrant une aide juridique de base dans sept villes lettones, en fournissant des services dans différents lieux et en analysant les préparatifs et l'exécution du projet.
- Formation de prestataires d'aide juridique primaires non juristes pour le projet pilote, menant à une cérémonie de remise de diplômes finale.

PROMOTION DE LA MÉDIATION

- Révision d'un rapport sur la promotion stratégique de la médiation en Lettonie.
- Développement d'un module de formation sur la médiation pour les avocats dans le cadre d'une campagne plus vaste de promotion de la médiation.



ÉTABLIR D'UNE RÉPARTITION ÉQUILIBRÉE DE LA CHARGE DE TRAVAIL DANS LE SYSTÈME JUDICIAIRE EN BULGARIE

[Page Web du projet](#)





ÉTABLIR UNE RÉPARTITION ÉQUILIBRÉE DE LA CHARGE DE TRAVAIL DANS LE SYSTÈME JUDICIAIRE EN BULGARIE

APERÇU

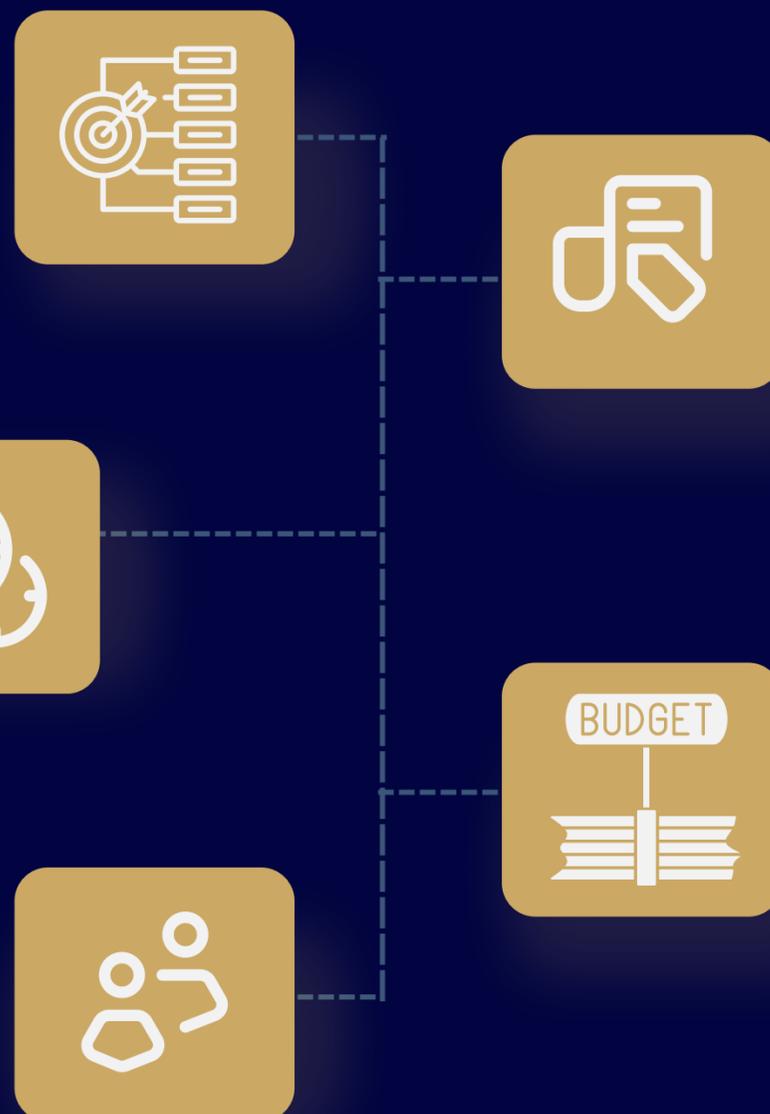
OBJECTIF

Soutenir la Bulgarie dans l'amélioration de l'efficacité de la gestion et de l'administration des tribunaux grâce à un contrôle et une vérification accrus des données statistiques, ainsi qu'une meilleure gestion de la charge de travail des juges.

NOVEMBRE 2022–JUIN 2024

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministère de la Justice,
- Conseil Supérieur de justice de Bulgarie,
- Le système judiciaire au niveau national et régional, incluant les juges et les procureurs, ainsi que le personnel des tribunaux.



RÉSULTATS ATTENDUS

- Amélioration des données statistiques sur le fonctionnement des tribunaux
- Rééquilibrer la répartition des affaires entre les juges en Bulgarie grâce à une gestion avancée de la charge de travail
- Les acteurs du secteur judiciaire sont formés aux nouvelles méthodologies pour le contrôle et la vérification des données statistiques ainsi que la répartition de la charge de travail.

444 445 euros



ÉTABLIR UNE RÉPARTITION ÉQUILIBRÉE DE LA CHARGE DE TRAVAIL DANS LE SYSTÈME JUDICIAIRE EN BULGARIE

RÉALISATIONS

ANALYSE GLOBALE DE LA SITUATION

- La situation juridique et opérationnelle concernant la collecte de données et la charge de travail des juges et des tribunaux en Bulgarie a été évaluée.
- Les lacunes, les besoins, les forces et les faiblesses de la méthodologie et des pratiques existantes en matière de contrôle et de vérification des données et de module de gestion de la charge de travail ont été identifiés.

RAPPORTS D'ÉVALUATION

- Projet de rapport d'évaluation contenant des recommandations sur la méthodologie de contrôle et de vérification des données statistiques reflétant les activités des autorités judiciaires et des juges en Bulgarie.
- Projet de rapport d'évaluation contenant des recommandations sur les critères existants pour mesurer la charge de travail des juges en Bulgarie.

FINALISATION ET PRÉSENTATION DES RECOMMANDATIONS

- Événement de clôture du projet organisé à Sofia permettant de présenter les recommandations des experts de la CEPEJ et envisager leur mise en œuvre afin d'assurer une répartition équilibrée de la charge de travail entre les juges.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

- Visites effectuées dans des tribunaux de la capitale et dans les régions afin de partager avec les juges des idées et des outils pratiques sur le contrôle et la vérification des données statistiques ainsi que la gestion de la charge de travail au sein du système judiciaire.
- Une formation a été organisée à Sofia sur les bonnes pratiques et les outils pour soutenir le contrôle et la vérification des données statistiques ainsi que la gestion de la charge de travail des juges.
- Visite d'étude organisée en Lettonie pour les juges bulgares chargés du développement et de la mise en œuvre du module de répartition de la charge de travail en Bulgarie afin d'optimiser les stratégies de pondération des affaires et leur application pratique.

PROJETS BILATERAUX MIS EN ŒUVRE PAR LA CEPEJ

- ✓ **RÉGION DES BALKANS OCCIDENTAUX (FACILITÉ HORIZONTALE III UE/COE)**
3 PROJETS BILATERAUX EN ALBANIE, BOSNIE-HERZÉGOVINE ET KOSOVO*
- ✓ **RÉGION DU PARTENARIAT ORIENTAL (PARTENARIAT UE/COE POUR UNE BONNE GOUVERNANCE III)**
3 PROJETS BILATERAUX EN AZERBAÏDJAN, GÉORGIE ET REPUBLIQUE DE MOLDOVA
- ✓ **ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE**
1 PROJET/ACTIVITÉ BILATERALE A MALTE
- ✓ **RÉGION SUD-MÉDITERRANÉENNE**
1 PROJET AU MAROC



RENFORCER LA QUALITÉ ET L'EFFICACITÉ DE LA JUSTICE EN ALBANIE (SEJ IV)



RENFORCER LA QUALITÉ ET L'EFFICACITÉ DE LA JUSTICE EN ALBANIE (SEJ IV)

APERÇU

OBJECTIF

- Soutenir les institutions judiciaires et les tribunaux dans la mise en œuvre des réformes pour améliorer l'efficacité et la qualité du système judiciaire sur la base des outils et des méthodologies de la CEPEJ adaptés au contexte albanais, en s'appuyant sur les accomplissements des trois premières phases de l'action.

Janvier 2023 – Décembre 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministère de la Justice
- Conseil supérieur de la magistrature
- Conseil supérieur des procureurs
- Tribunaux et usagers des tribunaux
- Haut inspecteur de la Justice
- École de la Magistrature,
- Ordre des avocats, Chambre de médiation



RÉSULTATS ATTENDUS

- Amélioration de la transparence et de l'efficacité des institutions judiciaires grâce à une gestion et une performance accrues des tribunaux, ainsi qu'à une meilleure qualité des services aux usagers conformément aux normes et outils de la CEPEJ.
- L'amélioration des statistiques judiciaires selon les normes et les outils de la CEPEJ, en coordination avec le tableau de bord des Balkans occidentaux permet aux institutions judiciaires de gagner en transparence et en efficacité grâce à une infrastructure et des outils informatiques optimisés.
- Élargissement du recours aux modes alternatifs de résolution des litiges en conformité avec les normes et les outils de la CEPEJ.
- L'École de la magistrature bénéficie également d'un soutien pour offrir une formation de qualité sur l'efficacité et la qualité de la justice aux magistrats et à l'administration des tribunaux.
- Le Haut Inspecteur de la Justice est soutenu pour rationaliser l'inspection judiciaire selon les normes européennes.

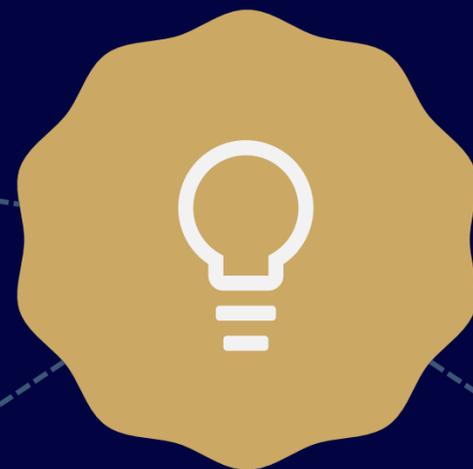
859 000 euros

RENFORCER LA QUALITÉ ET L'EFFICACITÉ DE LA JUSTICE EN ALBANIE (SEJ IV)

POINTS CLÉS

INTRODUCTION AUX OUTILS DE LA
CEPEJ POUR LE MANAGEMENT
DES TRIBUNAUX

DES MESURES DE
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS
POUR LES INSPECTEURS ET LES
PARQUETS, AINSI QUE POUR LES
REPRÉSENTANTS DES CONSEILS
JUDICIAIRES NATIONAUX



CONCEPTION DE MODULES DE
FORMATION BASÉS SUR DES
OUTILS DE CYBERJUSTICE

ATELIER RÉGIONAL EN
COLLABORATION AVEC LE CCPE
SUR L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ
DES POURSUITES JUDICIAIRES

AMÉLIORATION DE LA
PLATEFORME DE NOTIFICATION
EN LIGNE DU TRIBUNAL DE
DISTRICT DE TIRANA ET DU
SYSTÈME DE GESTION DES
RESSOURCES HUMAINES DU HJC



RENFORCER LA QUALITÉ ET L'EFFICACITÉ DE LA JUSTICE EN ALBANIE (SEJ IV)

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER - JUIN 2024)

- 56 managers de tribunaux (présidents, adjoints et chanceliers) de tous les "conseils de tribunal" d'Albanie ont présenté les outils de la CEPEJ applicables à leur travail quotidien (méthodologie de collecte des données judiciaires, indicateurs de performance, enquêtes de satisfaction des utilisateurs et outils de gestion du temps judiciaire).
- Un atelier régional (organisé en coopération avec KOSEJ III et BIHSEJ, ainsi que le CCPE) sur les bonnes pratiques et les défis partagés concernant l'efficacité et la qualité du travail du système de poursuite judiciaire, avec la participation de représentants de haut niveau des systèmes de poursuites judiciaires d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine et du Kosovo*.
- 35 inspecteurs et inspecteurs adjoints du HIJ ont été formés à la méthodologie d'organisation des inspections thématiques liées au travail interne des tribunaux et des parquets, ainsi qu'à l'appui pratique aux équipes d'inspecteurs effectuant une inspection au parquet de Durres, conformément au plan annuel du HIJ.
- 35 représentants des 'conseils du tribunal' nationaux ont été formés aux concepts de leadership des tribunaux ainsi qu'aux bonnes pratiques en communication et collaboration internes pour améliorer les performances des tribunaux.
- Participation en tant qu'observateur (à la demande du HJC) aux réunions du groupe de travail sur la réduction de l'arriéré. Premières consultations et création d'un comité de travail pour développer un module de formation destiné à la formation continue des magistrats en compétences informatiques (en collaboration avec la CEPEJ GT-CYBERJUST et l'École de la Magistrature)
- Lancement de 2 appels d'offres pour des outils informatiques pour la mise à niveau de la plateforme de notification en ligne du tribunal de district de Tiana et du système de gestion des ressources humaines du HCJ, en étroite consultation avec les institutions judiciaires nationales respectives.



HORIZONTAL FACILITY
FOR THE WESTERN
BALKANS AND TÜRKIYE

RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DU SYSTÈME JUDICIAIRE EN **BOSNIE- HERZÉGOVINE (BIHSEJ)**

[Page Web du projet](#)



RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DU SYSTÈME JUDICIAIRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (BIHSEJ)

APERÇU

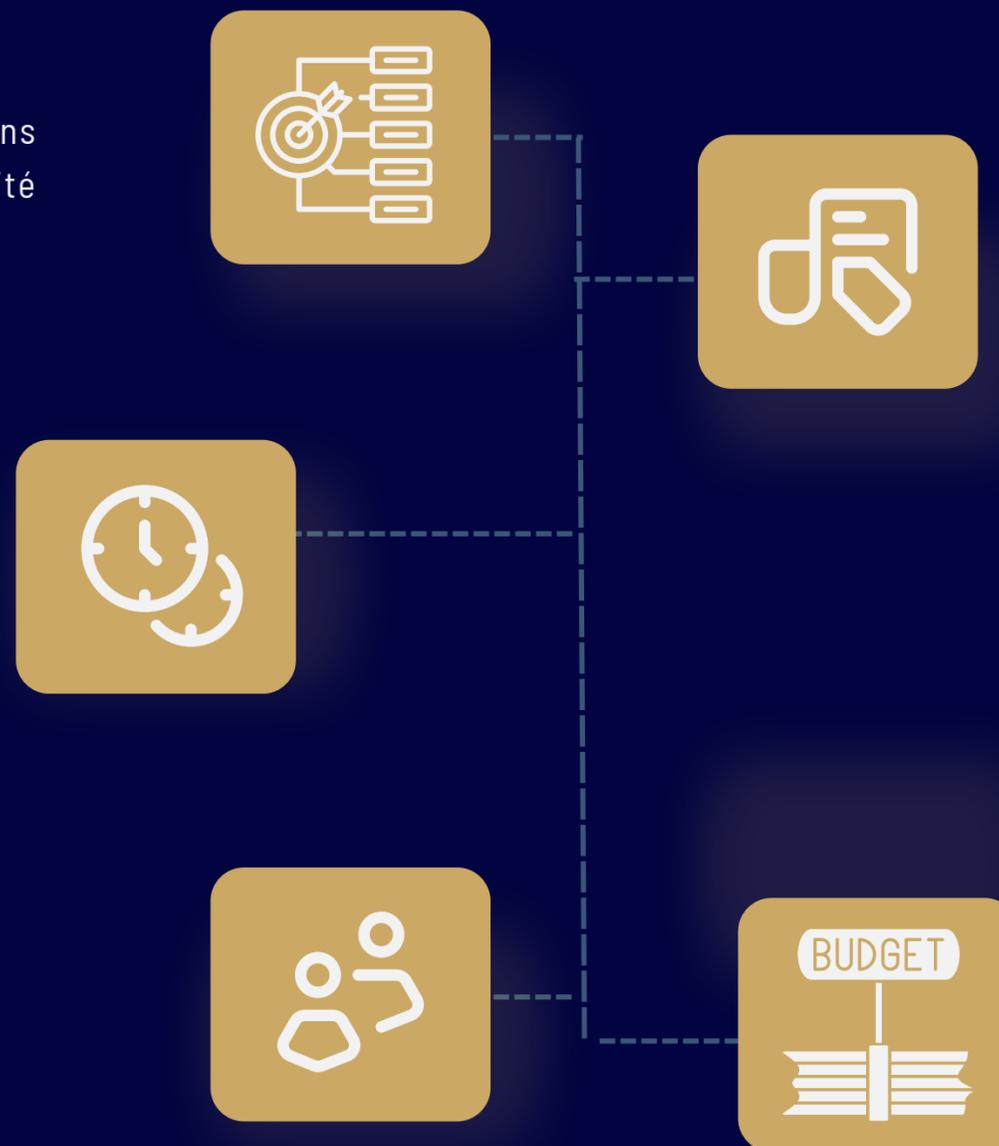
OBJECTIF

- Soutenir le système judiciaire de Bosnie-Herzégovine dans l'amélioration de son efficacité et sa qualité en conformité avec les normes et les outils élaborés par la CEPEJ.

Janvier 2023 – Décembre 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministère de la Justice
- Conseil supérieur de la magistrature et des poursuites (HJPC)
- Institution de formation judiciaire
- Présidents de tribunal, procureurs généraux, administrateurs judiciaires, juges et procureurs, tribunaux
- Association des Médiateurs



RÉSULTATS ATTENDUS

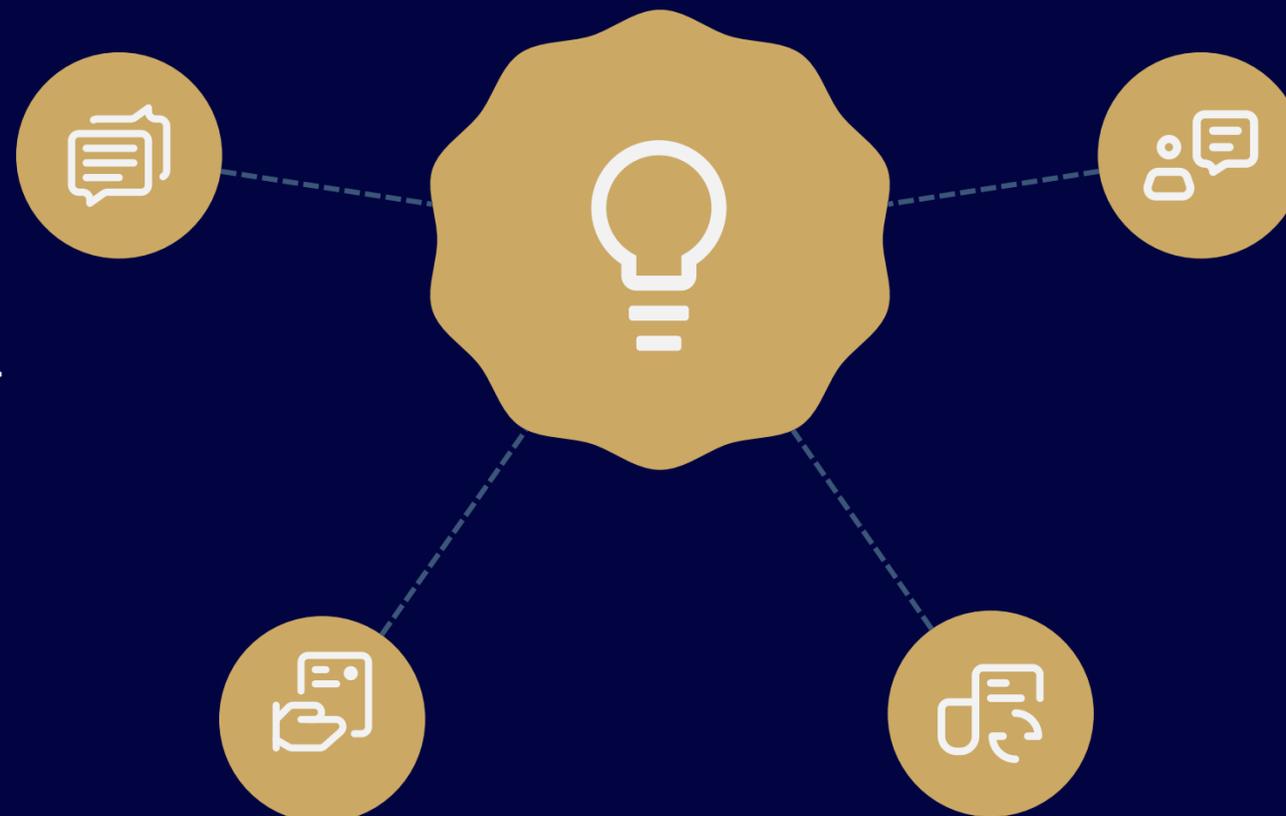
- L'amélioration de l'efficacité et de la qualité du système judiciaire en Bosnie-Herzégovine sera renforcée (notamment en aidant à raccourcir la durée des procédures et à réduire l'arriéré judiciaire).
- Les capacités de collecte, de traitement et d'analyse des données sur le fonctionnement du système judiciaire et des statistiques judiciaires selon la méthodologie de la CEPEJ seront renforcées, en étroite coordination avec l'action « Tableau de bord des Balkans occidentaux » de la CEPEJ.
- Les compétences des professionnels de la justice en matière d'efficacité et de la qualité de la justice seront améliorées, en accord avec les normes et les outils de la CEPEJ.

658 000 euros

RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DU SYSTÈME JUDICIAIRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (BIHSEJ)

POINTS CLÉS

RECOMMANDATIONS SUR MESURE POUR
L'AMÉLIORATION DU SYSTÈME JUDICIAIRE
EN MATIÈRE DE COMMUNICATION, DE
SATISFACTION DES USAGERS,
D'ACCESSIBILITÉ DES TRIBUNAUX ET
D'EFFICACITÉ, EN UTILISANT LES OUTILS ET
LA MÉTHODOLOGIE DE LA CEPEJ



ÉLABORATION DE STRATÉGIES DE
COMMUNICATION ET DE RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS DANS LES TRIBUNAUX
PILOTES

en cours de route qu'il a fallu un peu de
créativité pour surmonter, alors il est crucial
qu'ils en soient informés !

ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR LE GENRE
AVEC DES RECOMMANDATIONS
CONCERNANT L'INTÉGRATION
D'INDICATEURS SENSIBLES AU GENRE DANS
LES RAPPORTS

ATELIERS RÉGIONAUX :

- SUR L'EFFICACITÉ JUDICIAIRE ET L'AVANCEMENT DES TIC DANS LE SYSTÈME JUDICIAIRE POUR SIX BÉNÉFICIAIRES DES BALKANS OCCIDENTAUX
- EN COLLABORATION AVEC LE CCPE, SUR L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DES POURSUITES, AVEC LA PARTICIPATION DE REPRÉSENTANTS DES SYSTÈMES DE POURSUITES JUDICAIRES DE L'ALBANIE, DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE ET DU KOSOVO*

RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DU SYSTÈME JUDICIAIRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (BIHSEJ)

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER - JUIN 2024)



- Expertise et recommandations sur mesure fournies à 5 tribunaux pilotes du projet (Sokolac, Brcko, Cazin, Livno et Trebinje) pour améliorer la communication judiciaire, la satisfaction des utilisateurs, l'accessibilité et l'efficacité des tribunaux, conformément aux outils et à la méthodologie de la CEPEJ.
- L'évaluation de l'impact sur l'égalité des genres effectuée pendant la période de référence a généré des recommandations spécifiques pour l'intégration du genre dans les activités, en utilisant les outils pertinents de la CEPEJ et en proposant des indicateurs sensibles au genre pour les rapports.
- 2 tribunaux pilotes du projet (Brcko et Livno) ont été conseillés par des experts et ont été assistés pour finaliser leurs stratégies de communication, les alignant sur les normes de la CEPEJ en matière de communication judiciaire.
- Un atelier régional sur l'avancement des TIC dans le système judiciaire a été organisé pour 6 bénéficiaires des Balkans occidentaux avec le soutien du HJPC BiH, réunissant 30 participants et mettant en avant la coopération régionale et la mise en œuvre des outils de cyberjustice de la CEPEJ.
- Un atelier régional (mené en coopération avec le SEJ IV et le KOSEJ III, ainsi que le CCPE) sur les bonnes pratiques et les défis partagés concernant l'efficacité et la qualité du travail du système de poursuite, avec la participation de représentants de haut niveau des systèmes de poursuite judiciaire d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine et du Kosovo*.
- Atelier en ligne pour les secrétaires de tribunaux et le personnel en charge de la communication de 3 tribunaux pilotes du projet (Cazin, Trebinje et Sokolac) sur l'utilisation pratique du Guide de la CEPEJ sur la communication avec les médias et le public à l'intention des tribunaux et des autorités de poursuite, et premiers retours d'experts sur les premières ébauches de leurs stratégies de communication.



HORIZONTAL FACILITY
FOR THE WESTERN
BALKANS AND TÜRKIYE

RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DE LA JUSTICE AU **KOSOVO*** (KOSEJ III)

CETTE DÉSIGNATION RESPECTE LES POSITIONS SUR LE STATUT ET EST EN ACCORD AVEC LA RÉOLUTION 1244 DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES ET L'AVIS DE LA CIJ SUR LA DÉCLARATION D'INDEPENDANCE DU KOSOVO.

[Page Web du projet](#)



RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DE LA JUSTICE AU KOSOVO* (KOSEJ III)

APERÇU

OBJECTIF

- Promouvoir efficacement la mise en œuvre de la Stratégie pour l'État de droit 2021-2026 en soutenant et en élargissant les outils et méthodologies de la CEPEJ, notamment en matière de gestion du temps judiciaire, de numérisation des dossiers et de la justice, les modes alternatifs de résolution des litiges, de carte judiciaire, d'organisation et d'accessibilité des locaux du tribunal, etc.

Janvier 2023 – Décembre 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministère de la Justice
- Conseil supérieur de la magistrature et des poursuites (HJPC)
- Ecoles de formation judiciaire (JPTC)
- Présidents de tribunal, procureurs généraux, administrateurs judiciaires, magistrats et avocats, cours de justice
- Association des Médiateurs



RÉSULTATS ATTENDUS

- Assister les autorités chargées de l'administration de la justice dans la surveillance de la mise en œuvre de la stratégie concernant l'Etat de droit en se basant sur des statistiques judiciaires précises et automatiquement générées.
- Améliorer les compétences en matière de délais des procédures judiciaires, optimiser la répartition des ressources humaines en évaluant la complexité des dossiers, et promouvoir la cyberjustice ainsi que les outils de médiation de la justice conformément à la méthodologie de la CEPEJ.
- Améliorer la communication entre les tribunaux, les parties prenantes et les autres intervenants pour identifier les retards.
- Aider les tribunaux à recueillir les commentaires des utilisateurs pour permettre aux tribunaux de prendre des mesures visant à améliorer l'organisation des tribunaux, les services judiciaires et les locaux des tribunaux.
- Faciliter la communication électronique entre les tribunaux et les parties, en commençant par les notifications électroniques.

779 000 euros

RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DE LA JUSTICE AU KOSOVO* (KOSEJ III)

POINTS CLÉS

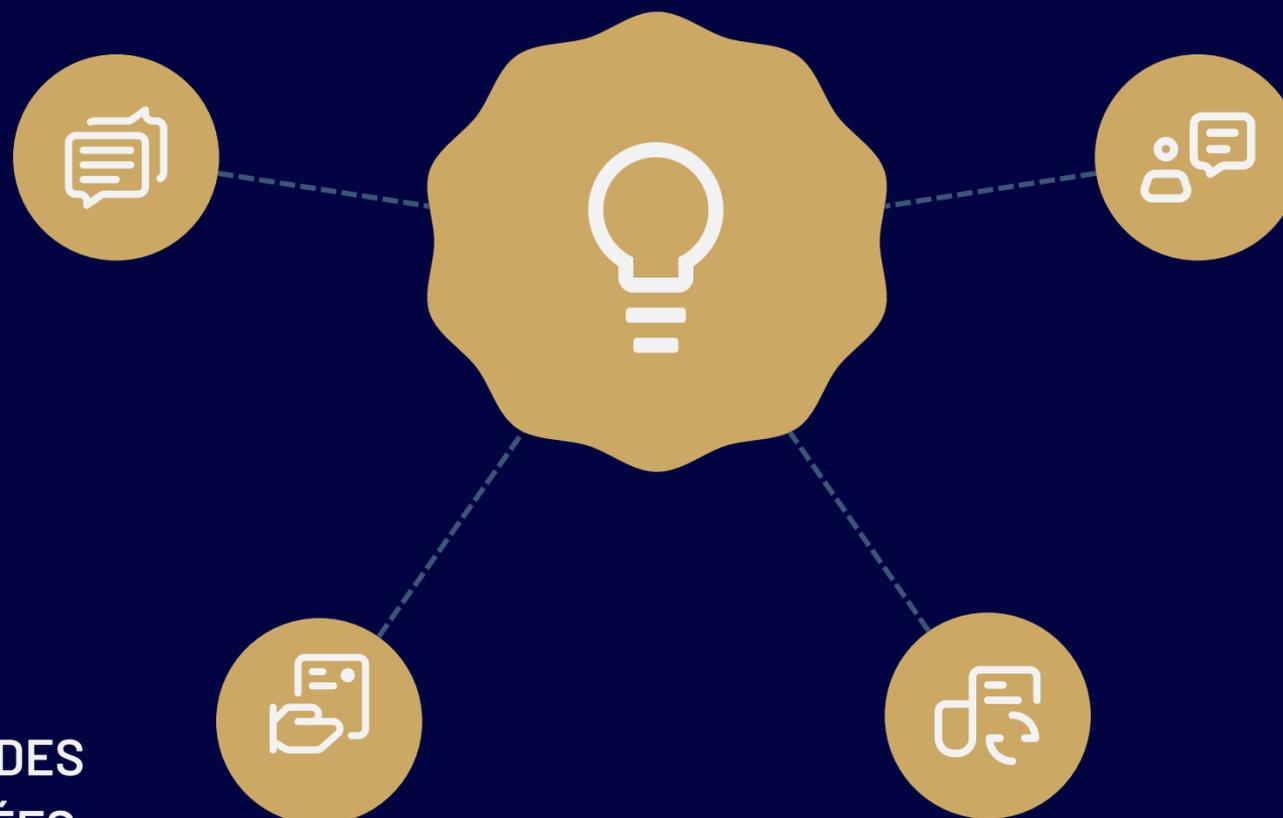
AMÉLIORATION DE LA GESTION DES
DONNÉES STATISTIQUES ET
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU
CONSEIL DES PROCUREURS DU KOSOVO
(KPC)

RECOMMANDATIONS CONCERNANT
L'ÉVALUATION DES PERFORMANCES DES
JUGES ET DES PROCUREURS INTÉGRÉES
DANS LES PROJETS DE LOI

ATELIER RÉGIONAL EN PARTENARIAT AVEC LE CCPE CENTRÉ SUR
L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DES POURSUITES, EN PRÉSENCE DE
REPRÉSENTANTS DE HAUT NIVEAU DES SYSTÈMES DE POURSUITES DE
L'ALBANIE, DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE ET DU KOSOVO*

SOUTIEN À L'IDENTIFICATION DES
DOSSIERS PENDANTS À L'AIDE DE
SYSTÈMES D'ALERTE - ÉCHANGES DE
BONNES PRATIQUES

Si vous êtes un long métrage à l'aide de
en cours de route, qu'il a fallu un peu de
créativité pour surmonter, alors il est crucial
qu'ils en soient informés !



HORIZONTAL FACILITY
FOR THE WESTERN
BALKANS AND TÜRKIYE



RENFORCER DE L'EFFICACITÉ ET DE LA QUALITÉ DE LA JUSTICE AU KOSOVO* (KOSEJ III)

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER - JUIN 2024)

- Des recommandations d'experts ont été présentées au KPC concernant l'importance de collecter des statistiques à partir du système d'information sur la gestion des cas (CMIS), de garantir l'uniformité de la qualité des données et de dispenser une formation ciblée.
- 25 membres du KPC, des parquets et du groupe de travail des utilisateurs du CMIS ont pris part à un atelier visant à analyser les rapports statistiques actuellement accessibles dans le CMIS. Suite à cela, le Conseil des procureurs du Kosovo a décidé de migrer des statistiques manuelles vers des statistiques automatiquement générées à partir du CMIS, avec une phase pilote dans certains parquets.
- Cinq représentants du KPC et des parquets ont assisté à un événement régional avec leurs homologues de Bosnie-Herzégovine et d'Albanie pour échanger leurs expériences et bonnes pratiques en collecte et utilisation de statistiques, communication avec la presse et les médias.
- Des recommandations d'experts concernant l'évaluation des performances des juges et des procureurs ont été transmises au Groupe de travail sur les réformes de la justice, et ont été intégrées dans les projets de loi élaborés par le ministère de la Justice.
- Une mission d'experts a été menée pour assister le KJC et la Commission Backlog dans l'identification des dossiers en cours grâce à des alertes ou des avertissements. Les bonnes pratiques de la Croatie et de la Slovénie ont été exposées.
- Un atelier régional (organisé en coopération avec le SEJ IV et le BIHSEJ, ainsi que le CCPE) sur les bonnes pratiques et les défis partagés concernant l'efficacité et la qualité du travail du système de poursuite, avec la participation de représentants de haut niveau des systèmes de poursuite de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo*.

Partnership for
Good Governance

PROMOTION DE LA
MÉDIATION EN
AZERBAÏDJAN

[Page Web du projet](#)



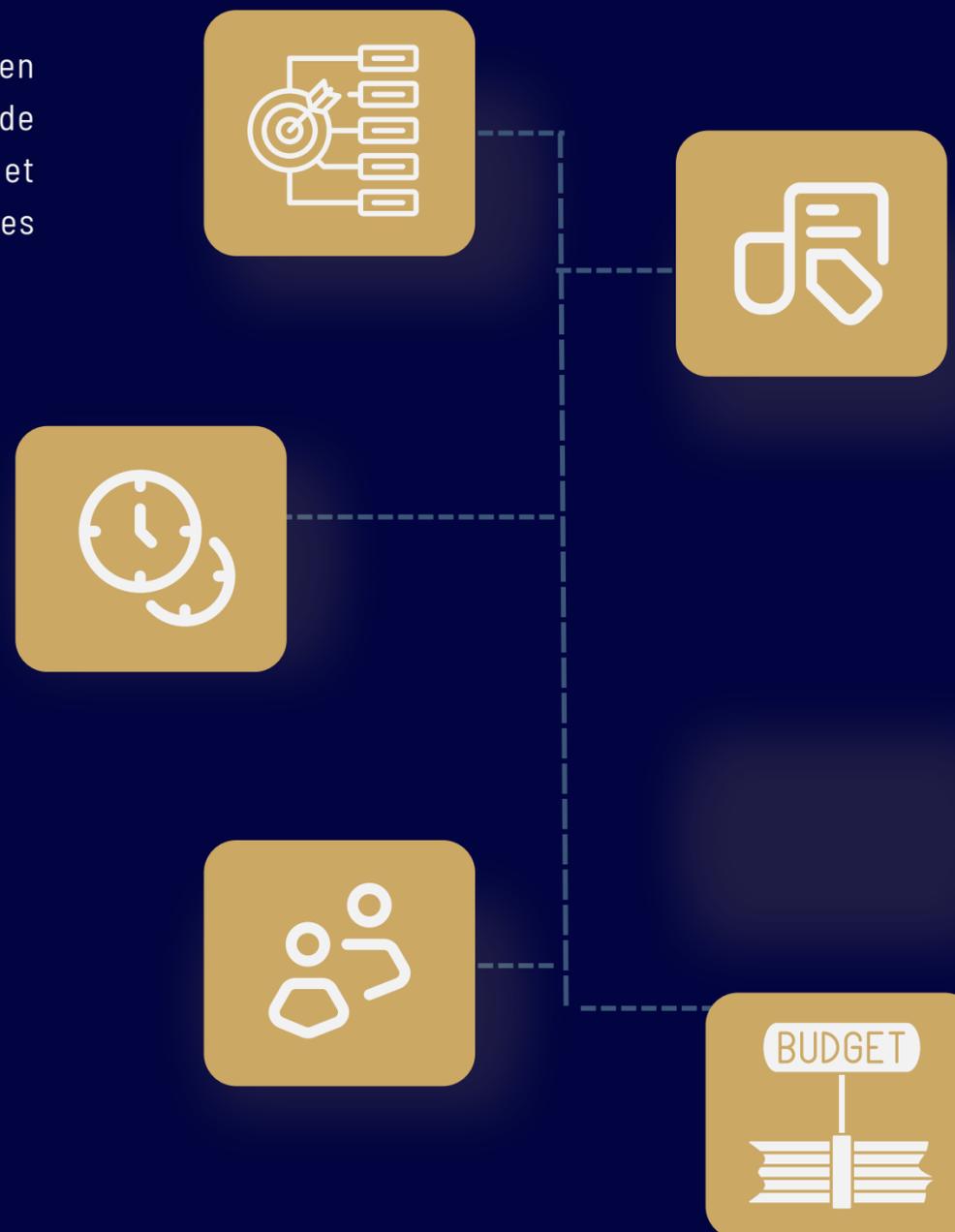
OBJECTIFS

- Amélioration de l'utilisation de la médiation en Azerbaïdjan en accroissant la disponibilité et la qualité des services de médiation, en renforçant les compétences des médiateurs et en sensibilisant les professionnels du secteur judiciaire et les citoyens à la médiation.

MARS 2023 – FÉVRIER 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministère de la Justice,
- Académie de Justice
- Conseil de médiation et médiateurs,
- Magistrats, avocats,
- la société civile, les justiciables

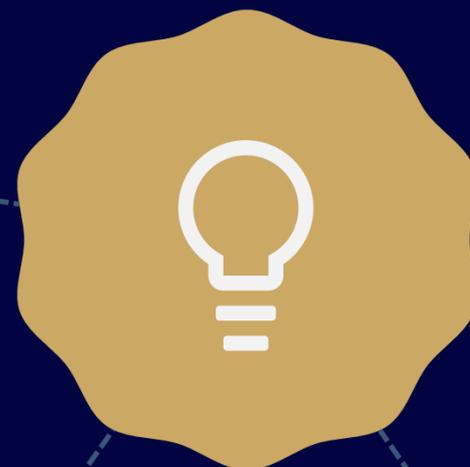


RÉSULTATS ATTENDUS

- Analyse d'experts de l'état actuel et recommandations pour des améliorations futures dans le domaine de la médiation.
- Rapport d'expert sur les statistiques de médiation avec recommandations pour l'adoption d'un système standard pour la collecte de statistiques basées sur la Boîte à outils pour le développement de la médiation de la CEPEJ
- Analyse rétrospective de l'état de la médiation.
- Amélioration des compétences du Conseil de Médiation (éthique, frais, suivi, collecte et analyse des données)
- Amélioration des compétences des médiateurs.
- Connaissance accrue des formateurs en médiation pour dispenser des formations approfondies et spécialisées.
- Amélioration de la connaissance et de la sensibilisation des divers acteurs de la médiation, notamment des juges et des avocats, pour promouvoir l'utilisation de la médiation et la diffusion des bonnes pratiques.
- projet pilote en matière de médiation pour étendre la portée géographique du projet
- Plan de promotion et de sensibilisation sur la médiation.

880 000 euros

SENSIBILISATION ET DIFFUSION DES
OUTILS DE LA CEPEJ SUR LA MÉDIATION
AUX PARTIES PRENANTES



DÉVELOPPEMENT DE FORMATIONS ET DE
SUPPORTS PÉDAGOGIQUES

Si vous avez une longue histoire avec votre entreprise, ou s'il y a eu de nombreux obstacles en cours de route qu'il a fallu un peu de créativité pour surmonter, alors il est crucial qu'ils en soient informés !

RECOMMANDATIONS VISANT À AMÉLIORER
LA COLLECTE DE DONNÉES ET LA
NUMÉRISATION DU SYSTÈME DE MÉDIATION



AMÉLIORATION DE LA FORMATION EN MÉDIATION PAR
LE BIAIS D'UNE FORMATION APPROFONDIE DES
FORMATEURS

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER - JUIN 2024)



Les principaux partenaires nationaux sont conviés aux réunions de la CEPEJ et reçoivent régulièrement des informations sur les outils pertinents de la CEPEJ en matière de médiation, traduits en azeri et publiés à des fins de formation et de sensibilisation.

22 recommandations ont été formulées pour améliorer la collecte de données et la numérisation du système de médiation en Azerbaïdjan suite à une évaluation approfondie du statu quo et des besoins.

Les experts de la CEPEJ ont mené des consultations pour améliorer le cadre de formation à la médiation en Azerbaïdjan et pour former davantage les formateurs afin de renforcer les compétences des formateurs en médiation déjà en place et des responsables d'organisations de médiation.

Les sections concernant la médiation du récent cours HELP sur « Qualité de la justice – le travail de la CEPEJ » ont été traduites en azeri et seront ajustées et rendues disponibles sur la plateforme HELP pour l'e-learning.

Un manuel pour les médiateurs en Azerbaïdjan est en cours de développement par une équipe de consultants internationaux et de quatre consultants nationaux. Ce manuel servira de guide pratique pour les médiateurs nationaux dans leur travail quotidien.

Partnership for
Good Governance

SOUTIEN À LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN **GÉORGIE**

[Page web du Projet](#)



SOUTIEN À LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN GÉORGIE

APERÇU

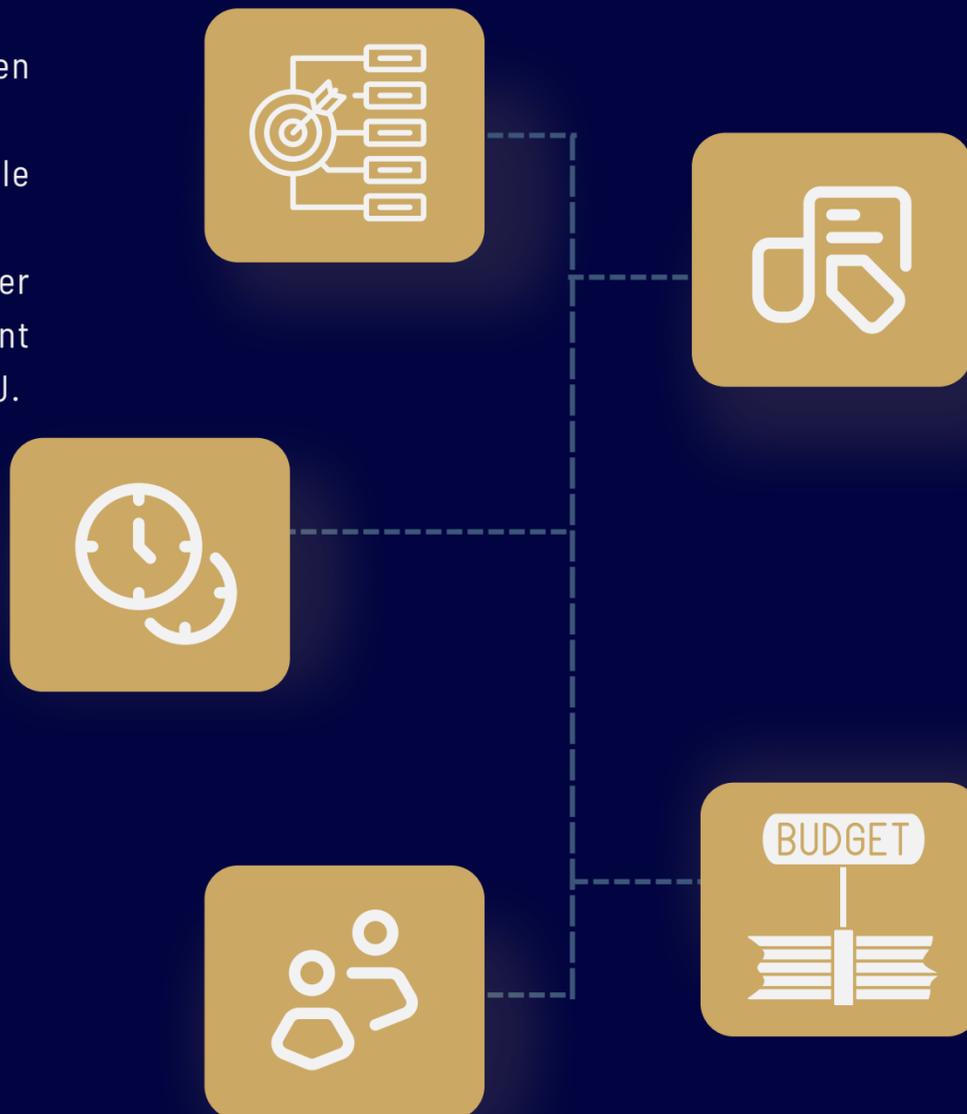
OBJECTIF

- Optimiser l'efficacité du système judiciaire géorgien en réduisant les arriérés et en raccourcissant les procédures.
- Optimisation de la qualité des services judiciaires par le dialogue entre les professionnels de la justice et le public.
- Accroître les références des juges à la médiation et améliorer la collecte de données sur les affaires de médiation en utilisant la boîte à outils de développement de la médiation de la CEPEJ.

MARS 2023 - FÉVRIER 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Les tribunaux de Géorgie,
- Conseil supérieur de la justice,
- Haute École de Justice,
- Inspecteur indépendant du Conseil supérieur de la justice,
- Magistrats et personnel judiciaire,
- Association des médiateurs



RÉSULTATS ATTENDUS

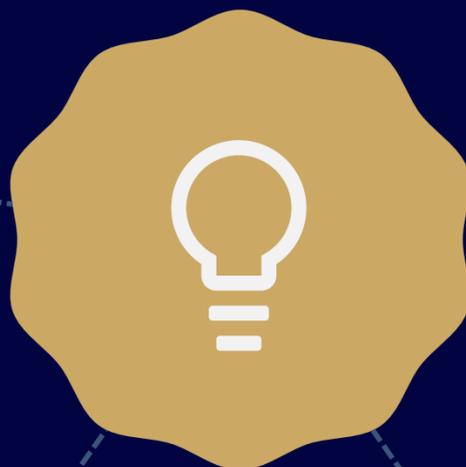
- Les tribunaux appliquent des normes et des outils de qualité et d'efficacité.
- L'amélioration de la prestation de services judiciaires efficaces et de qualité aux citoyens, tant au niveau national qu'au niveau des tribunaux, est renforcée.
- Le coaching judiciaire améliore la gestion des tribunaux et diffuse des mesures pratiques aux autres tribunaux.
- L'efficacité des tribunaux est améliorée grâce à une gestion renforcée.
- Le recours à la médiation est amélioré.

800 000 euros

SOUTIEN À LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN GÉORGIE

POINTS CLÉS

SOUTIEN AUX TRIBUNAUX PILOTES DANS
L'ÉLABORATION D'ENQUÊTES DE
SATISFACTION DES UTILISATEURS ET LA
RÉDUCTION DE L'ARRIÉRÉ JUDICIAIRE ET
DE LA GESTION DES TRIBUNAUX, BASÉ
SUR LES OUTILS DE LA CEPEJ



MODULE DE FORMATION DESTINÉ AUX
JUGES SPÉCIALISÉS DANS LA
MÉDIATION CONÇU POUR ÊTRE
COMPLÉTÉ PAR LE PROGRAMME DE
FORMATION HELP SUR LA QUALITÉ DE
LA JUSTICE

SENSIBILISATION ET PARTAGE DES
CONNAISSANCES DES MANAGERS DES
TRIBUNAUX



HARMONISATION DES MÉTHODES DE COLLECTE DE
DONNÉES



ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER - JUIN 2024)

- Dans le contexte de la formation judiciaire au tribunal régional de Zougdidi et à la Cour suprême de Géorgie, un expert de la CEPEJ a conçu et proposé des questionnaires pour les enquêtes de satisfaction auprès des usagers. Ces questionnaires ont été adaptés par les deux tribunaux pour les usagers et les professionnels du droit, et ils recevront bientôt des recommandations d'experts afin de démarrer les enquêtes.
- Des membres du tribunal municipal de Batoumi ont participé à un atelier approfondi sur l'outil de réduction des arriérés de la CEPEJ, soutenu par des analyses statistiques et des recommandations appropriées. Des activités de suivi et un plan d'action collaboratif sont en cours d'élaboration pour améliorer les pratiques de gestion des tribunaux.
- Les experts de la CEPEJ ont finalisé un module de médiation pour la Haute école de justice sur le renvoi vers la médiation par les juges. La formation des formateurs est prévue pour juillet 2024, et les formations ultérieures pour les juges devraient augmenter les renvois à la médiation.
- Les managers des tribunaux ont participé à une visite d'étude à Lisbonne du 27 au 29 mai 2024, et discuté de l'importance des systèmes informatiques et des technologies avancées de gestion des tribunaux pour une administration efficace des tribunaux, comment mener des enquêtes de satisfaction des utilisateurs, et des avantages de la résolution alternative des litiges avec diverses parties prenantes du secteur de la justice. Les connaissances acquises seront partagées lors du Forum annuel des gestionnaires de tribunaux.
- Une étude de temps est en cours dans quatre tribunaux, dont les résultats seront communiqués prochainement. L'étude vise à créer une méthodologie pour calculer les effectifs adéquats.
- Un formulaire statistique en ligne a été élaboré pour harmoniser les pratiques de collecte de données des tribunaux en matière civile.
- Un atelier a été organisé et des recommandations d'experts ont été fournies au bureau de l'Inspecteur indépendant sur la poursuite de l'amélioration des pratiques de collecte de données.

Partnership for
Good Governance

APPUI À LA POURSUITE DE LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

[Page Web du projet](#)



APERÇU

OBJECTIF

- Promouvoir la modernisation de l'administration judiciaire en améliorant l'évaluation, l'efficacité et la qualité du fonctionnement des tribunaux, notamment en renforçant la gestion des tribunaux, en évitant les arriérés judiciaires, en améliorant la transparence, la communication et l'accessibilité des tribunaux, ainsi que la confiance et la satisfaction du public, conformément aux normes européennes.

MARS 2023 – FÉVRIER 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Conseil Supérieur de la Justice
- Ministère de la Justice
- Agence de gestion des tribunaux
- l'Institut National de la Justice



RÉSULTATS ATTENDUS

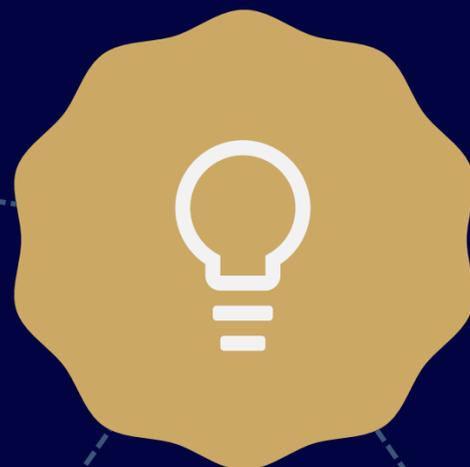
- Optimisation de l'évaluation et de l'efficacité des tribunaux par le renforcement de la gestion judiciaire.
- Amélioration des conditions de travail, de la transparence et de la communication au sein du pouvoir judiciaire.
- Amélioration de la qualité des services judiciaires grâce à une accessibilité accrue du pouvoir judiciaire et une satisfaction améliorée des usagers.

635 000 euros

APPUI À LA POURSUITE DE LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

POINTS CLÉS

PROMOTION ET UTILISATION DE
JUSTAT AIS



Si vous avez une longue histoire avec votre
NOUVELLE STRATÉGIE DE
COMMUNICATION ET GUIDE SUR LES
RELATIONS ENTRE TRIBUNAUX ET
MÉDIAS BASÉ SUR L'OUTIL CEPEJ

ÉLABORATION D'UN RAPPORT UNIFORME ET
OPTIMISATION DE LA POLITIQUE DES
RESSOURCES HUMAINES



AMÉLIORATION DES COMPÉTENCES DES GESTIONNAIRES
ET DU PERSONNEL DES TRIBUNAUX EN ÉVALUATION DES
PERFORMANCES, REPORTING ET PLANIFICATION DES
RESSOURCES DU TRIBUNAL

SOUTIEN À LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN RÉPUBLIQUE DE MOLDOVE

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER - JUIN 2024)



- Former des groupes cibles et promouvoir l'utilisation de JUSTAT AIS - un nouvel outil de collecte et d'analyse de statistiques sur les performances des tribunaux. L'outil est régulièrement mis à jour et comprend déjà 4 tableaux de bord thématiques avec plus de 20 ICP (indicateur clé de performance) sur la performance des tribunaux.
- Organiser en collaboration avec les partenaires nationaux des réunions mensuelles de deux groupes de travail pour élaborer (1) des orientations détaillées pour des rapports uniformes sur les performances des tribunaux et des recommandations (2) pour l'optimisation des politiques de ressources humaines du système judiciaire, y compris une charge de travail équilibrée pour les juges et le personnel des tribunaux, garantissant la non-discrimination, l'égalité des sexes et l'inclusion sociale dans l'emploi.
- Des projets de nouvelle stratégie de communication et de guide sur les relations des tribunaux avec les médias et le public, largement basés sur le guide de la CEPEJ sur la communication avec les médias et le public à l'intention des tribunaux et des autorités de poursuite, ont été élaborés.
- Formation dispensée à, au moins, 61 (48 femmes et 13 hommes) gestionnaires et membres du personnel des tribunaux sur l'évaluation des performances, l'établissement de rapports et la planification des ressources du tribunal.
- Les représentants des principaux partenaires nationaux sont conviés aux réunions de la CEPEJ et sont tenus informés des avancées et des outils pertinents de la CEPEJ, traduits en roumain et diffusés à des fins éducatives et de sensibilisation.

Co-funded
by the European Union



Co-funded and implemented
by the Council of Europe

VERS UNE JUSTICE PLUS PROTECTRICE, ACCESSIBLE ET EFFICACE AU **MAROC** (MA-JUST)



VERS UNE JUSTICE PLUS PROTECTRICE, ACCESSIBLE ET EFFICACE AU MAROC (MA-JUST)

APERÇU

OBJECTIF

- Renforcer l'État de droit en améliorant un système judiciaire accessible et efficace, conforme aux normes internationales, en renforçant et en élargissant la protection judiciaire, l'accès à la justice et en améliorant l'efficacité de la justice.

Juin 2024 – Septembre 2027

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Conseil Supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ)
- Présidence du Ministère Public (PMP)
- Ministère de la Justice,
- Institut Supérieur de la Magistrature,
- Magistrats, avocats, société civile, utilisateurs



RÉSULTATS ATTENDUS

- L'amélioration de l'accès à la justice civile et pénale est garantie à toutes les personnes résidant au Maroc, sans aucune forme de discrimination.
- Les mécanismes alternatifs de résolution des litiges contribuent à améliorer l'accès à la justice.
- Une meilleure supervision des tribunaux permet d'identifier et de rectifier les dysfonctionnements judiciaires.
- Les relations entre le ministère de la Justice, le CSPJ et la PMP sont renforcées pour toutes les questions liées à l'administration judiciaire, dans le respect de la séparation des pouvoirs.
- Les tribunaux et les services judiciaires sont administrés de façon moderne, en particulier grâce à la justice numérique.
- Les compétences améliorées des principaux auxiliaires de justice contribuent à une plus grande efficacité du processus judiciaire.
- Les experts analysent la situation actuelle et proposent des recommandations pour de nouvelles améliorations dans le domaine de la médiation.

1 850 000 euros



PROCUREUR GÉNÉRAL ET AVOCAT D'ÉTAT À MALTE - MISE EN OEUVRE DE PLAN D'ACTION POUR LA RÉORGANISATION DES BUREAUX

Le projet est exécuté par l'Unité de Solutions innovantes pour les droits de l'homme et la justice du Département pour la mise en œuvre des normes en matière de droits de l'homme, de justice et de coopération juridique, avec le soutien du Secrétariat de la CEPEJ sur des activités spécifiques.

[Lien vers la page du projet](#)





PROCUREUR GÉNÉRAL ET AVOCAT D'ÉTAT À MALTE - MISE EN OEUVRE DE PLAN D'ACTION POUR LA RÉORGANISATION DES BUREAUX APERÇU

OBJECTIFS

- Garantir leur pleine autonomie opérationnelle
- Accroître la confiance du public
- Amélioration de leur responsabilité et transparence

NOVEMBRE 2023 - OCTOBRE 2025

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Avocat d'Etat
- Procureur général
- Ministère de la Justice



RÉSULTATS ATTENDUS

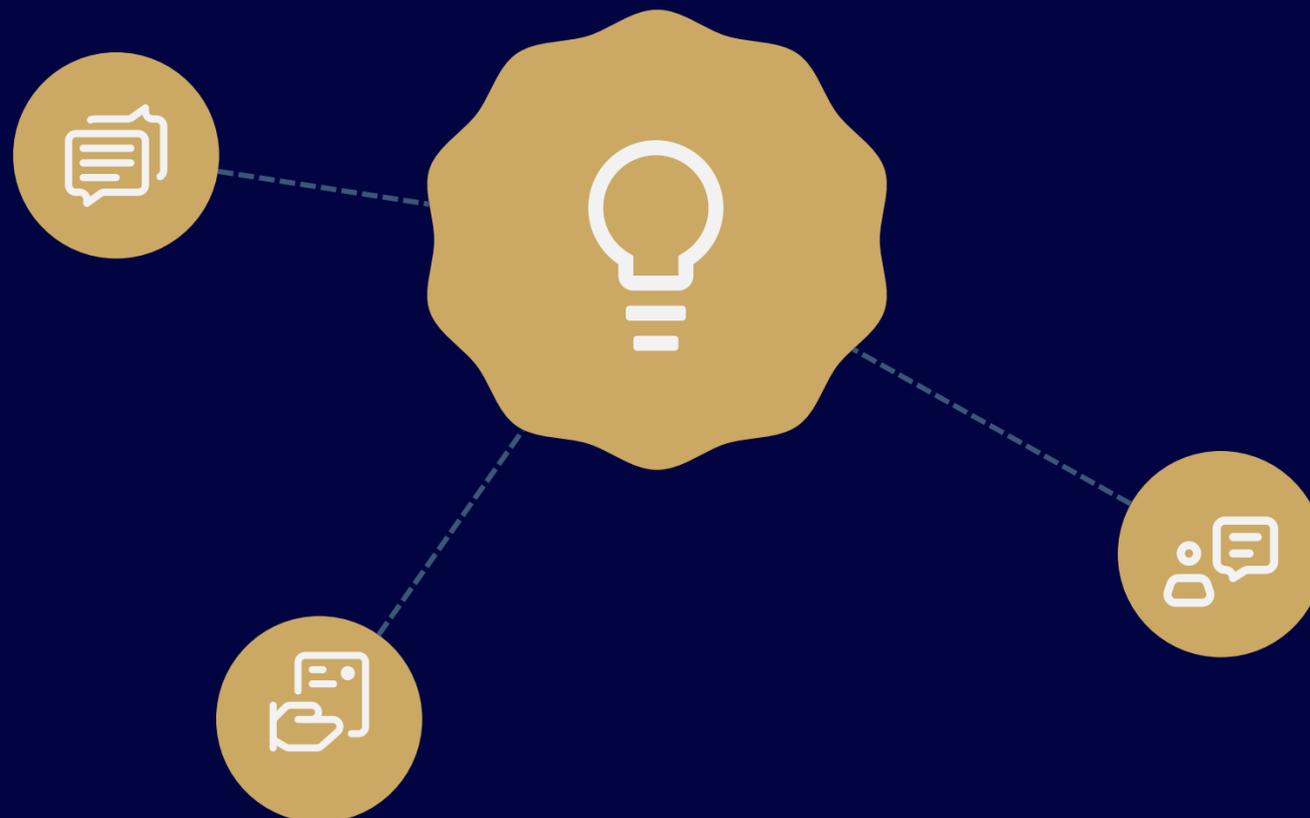
- Mise en place de stratégies internes et intégration de nouveaux outils pour la réorganisation institutionnelle et administrative des deux bureaux.
- Mise en place de stratégies de communication pour les bureaux du procureur général et du défenseur de l'État afin d'améliorer la confiance et la transparence du public.
- Amélioration de la capacité des bureaux du procureur général et de l'Avocat d'État à fournir un développement professionnel continu à leurs agents.
- Un nouveau système informatique est conçu et approuvé pour soutenir les opérations des bureaux du procureur général et de l'Avocat d'État.

95 880 EUR (ACTIVITÉS DE LA CEPEJ)



PROCUREUR GÉNÉRAL ET AVOCAT D'ÉTAT À MALTE - MISE EN OEUVRE DE PLAN D'ACTION POUR LA RÉORGANISATION DES BUREAUX POINTS CLÉS

RECOMMANDATIONS ET SOUTIEN POUR LE
BUREAU DU PROCUREUR GÉNÉRAL
CONCERNANT LES POLITIQUES INTERNES,
LES MÉTHODOLOGIES DE PONDÉRATION
DES CAS, LES INDICATEURS D'EFFICACITÉ
DES BUREAUX ET LES OUTILS DE GESTION
DE LA PERFORMANCE



Si vous avez une longue histoire avec votre entreprise, ou s'il y a eu de nombreux obstacles en cours de route qu'il a fallu un peu de créativité pour surmonter, vous pouvez bénéficier de notre soutien au Bureau de l'Avocat d'État dans l'ajustement et l'élaboration de documents internes sur les procédures opérationnelles, la gestion des dossiers, la gestion des performances et la planification

GROUPE DE TRAVAIL FORMÉ DE REPRÉSENTANTS DU
BUREAU DU PROCUREUR GÉNÉRAL, DU CONSEIL DE
L'EUROPE ET D'EXPERTS POUR ÉLABORER DES POLITIQUES
INTERNES

PROJETS REGIONAUX MIS EN ŒUVRE PAR LA CEPEJ

- ✓ **RÉGIONS DES BALKANS OCCIDENTAUX (FACILITÉ HORIZONTALE III UE/COE)
TABLEAU DE BORD DES BALKANS OCCIDENTAUX**
- ✓ **RÉGION DU PARTENARIAT ORIENTAL
TABLEAU DE BORD DU PARTENARIAT ORIENTAL**
- ✓ **RÉGION SUD-MÉDITERRANÉENNE
PROJETS REGIONAL - PROGRAMME SUD V**





HORIZONTAL FACILITY
FOR THE WESTERN
BALKANS AND TÜRKIYE

TABLEAU DE BORD DES BALKANS OCCIDENTAUX

(ALBANIE, BOSNIE-HERZÉGOVINE,
KOSOVO*, MONTÉNÉGRRO, MACÉDOINE
DU NORD, SERBIE)

[Page Web du projet](#)



TABLEAU DE BORD DES BALKANS OCCIDENTAUX

APERÇU

OBJECTIF

- Aider les bénéficiaires à finaliser leurs réformes judiciaires et à préparer leurs futures politiques et budgets en se basant sur les conclusions de la CEPEJ, en améliorant la mesure des résultats de leurs réformes judiciaires.
- Dans cette optique, l'action soutient la collecte et le traitement annuels de données sur le fonctionnement des systèmes judiciaires des bénéficiaires et fournit et met en œuvre une expertise technique sur mesure et des activités de renforcement des capacités conçues à partir des résultats de la collecte de données.

Janvier 2023 - Décembre 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministères de la Justice et/ou autres institutions compétentes comme les Conseils supérieurs de la magistrature (notamment leurs services statistiques) ; tribunaux et usagers du système judiciaire



RÉSULTATS ATTENDUS

- Assister les bénéficiaires dans le renforcement de leurs mécanismes de collecte, de traitement et d'analyse des données judiciaires conformément aux normes et outils de la CEPEJ.
- Permettre aux bénéficiaires de renforcer leurs capacités à identifier les forces et les faiblesses de leur système judiciaire, évaluer les résultats des réformes judiciaires et élaborer des politiques pertinentes pour l'avenir.

1 404 000 euros

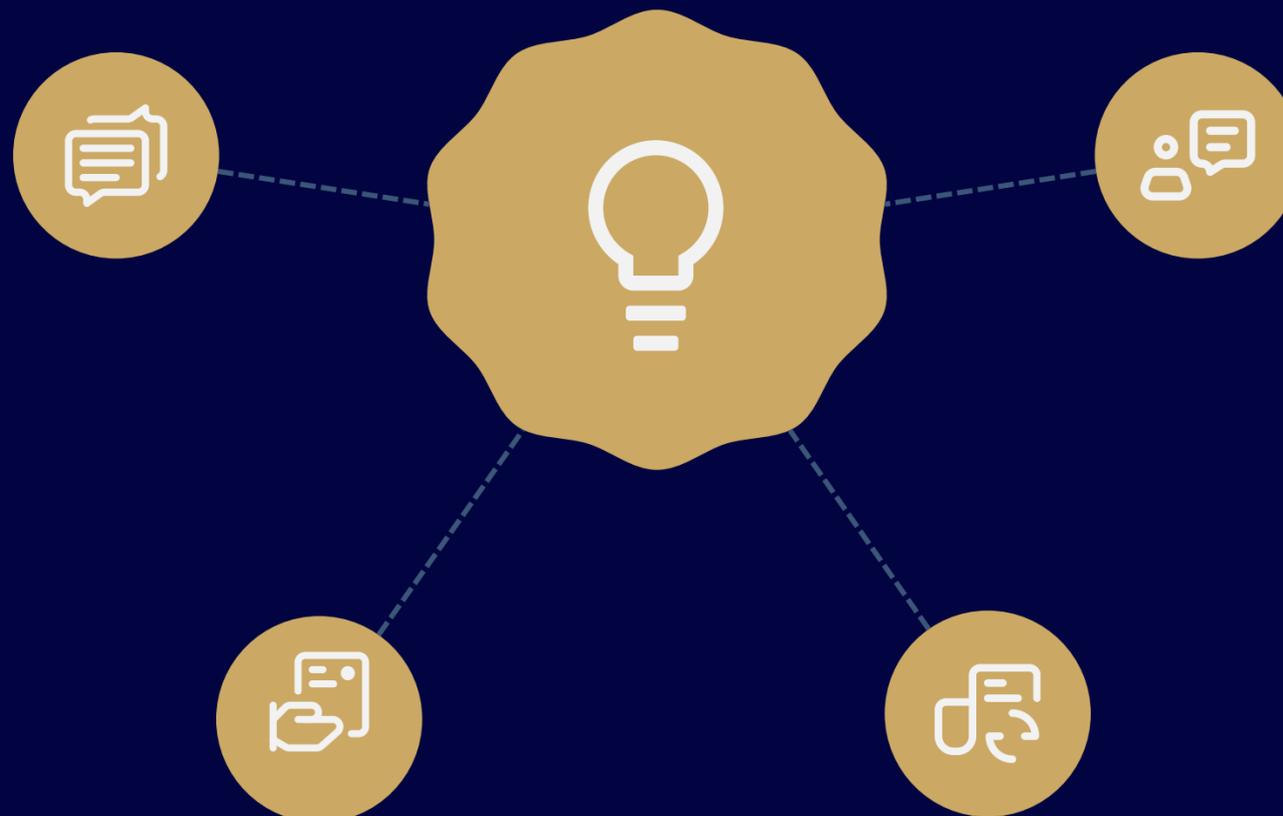
TABLEAU DE BORD POUR LES BALKANS OCCIDENTAUX

POINTS CLÉS

LES LIVRABLES SONT REMIS ANNUELLEMENT À LA COMMISSION EUROPÉENNE CONFORMÉMENT AU CALENDRIER CONVENU. EN 2024, LE PREMIER RAPPORT (TABLEAUX COMPARATIFS) A ÉTÉ REMIS LE 31 MAI, TANDIS QUE LE SECOND (PROFILS BÉNÉFICIAIRES) SERA REMIS LE 30 JUIN.

LA PREMIÈRE PARTIE DU RAPPORT PRÉSENTE DES TABLEAUX DE DONNÉES QUANTITATIVES ET QUALITATIVES VALIDÉES POUR 12 INDICATEURS À PROPOS DE L'EFFICACITÉ ET DE LA QUALITÉ DE LA JUSTICE POUR TOUS LES BÉNÉFICIAIRES. CES DONNÉES SONT ORGANISÉES EN TABLEAUX ET GRAPHIQUES, ACCOMPAGNÉS D'UN APERÇU SYNTHÉTIQUE PAR INDICATEUR, AINSI QUE DE COMMENTAIRES POUR LA COMPRÉHENSION DES DONNÉES.

L'ACTION DU TABLEAU DE BORD POUR LES BALKANS OCCIDENTAUX A COLLABORÉ AVEC LES PROJETS BIHSEJ ET SEJ IV EN PRENANT PART À DES ATELIERS ORGANISÉS PAR CES DERNIERS, EN PRÉSENTANT LES RÉSULTATS DE LA COLLECTE DE DONNÉES ET EN METTANT EN LUMIÈRE L'IMPORTANCE DES DONNÉES DE HAUTE QUALITÉ POUR APPUYER LES DÉCISIONS ET LES RÉFORMES.



ACTIVITÉS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ORGANISÉES AU BESOIN POUR APPUYER LA COLLECTE DE DONNÉES. ATELIER RÉGIONAL SUR LES DONNÉES SUR LE FLUX DES DOSSIERS ET L'EFFICACITÉ DES TRIBUNAUX. SOUTIEN SPÉCIFIQUE AUX MISSIONS DE COLLECTE DE DONNÉES AU MONTÉNÉGRO ET EN MACÉDOINE DU NORD.

TABLEAU DE BORD DU PARTENARIAT ORIENTAL

(ARMÉNIE, AZERBAÏDJAN,
BIÉLORUSSIE*, GÉORGIE,
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA, UKRAINE)

CONFORMÉMENT AUX RÉOLUTIONS DU CONSEIL EUROPÉEN DE FÉVRIER 2022 ET À LA DÉCISION DES DÉLÉGUÉS DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE DE MARS 2022, MÊME SI LE PARTENARIAT POUR UNE BONNE GOUVERNANCE N'INCLUT PAS D'ACTIVITÉS IMPLIQUANT LES AUTORITÉS BIÉLORUSSES, DES ACTIVITÉS PEUVENT ÊTRE PLANIFIÉES AVEC LA PARTICIPATION DE REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE BIÉLORUSSE ET DES FORCES DÉMOCRATIQUES, SI NÉCESSAIRE.

[Page Web du projet](#)



TABLEAU DE BORD DU PARTENARIAT ORIENTAL

APERÇU

OBJECTIFS

- Soutenir les bénéficiaires dans leurs efforts pour atteindre un suivi et une évaluation efficaces, systématiques et basés sur des données sur la qualité, l'efficacité, l'indépendance et la responsabilité de leurs systèmes judiciaires, y compris le ministère public.

Janvier 2021 – Juillet 2025

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministères de la Justice et/ou autres institutions compétentes comme les Conseils supérieurs de la magistrature (notamment leurs services statistiques) ; tribunaux et usagers du système judiciaire



RÉSULTATS ATTENDUS

- Assister les pays du Partenariat oriental dans l'identification des lacunes de leurs mécanismes de collecte de données judiciaires et proposer des mesures pour les améliorer.
- Augmenter l'utilisation de compétences nouvelles pour améliorer le mécanisme de collecte, de traitement et d'analyse des données judiciaires selon les standards et outils de la CEPEJ dans les pays du Partenariat oriental.
- Améliorer la capacité des pays du Partenariat oriental à identifier et à tenir compte des forces et des faiblesses de leur système judiciaire, ainsi que des résultats des réformes judiciaires.

2 223 000 euros

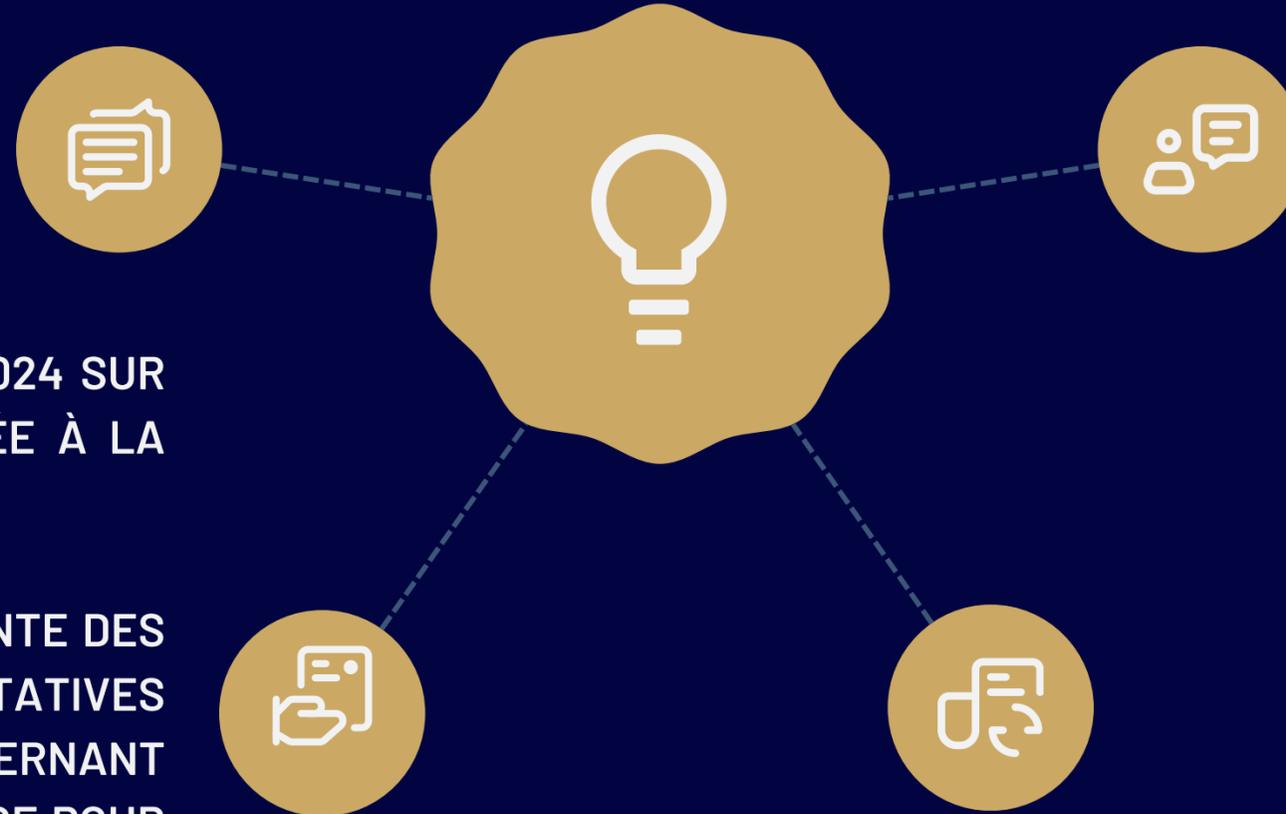
TABLEAU DE BORD DU PARTENARIAT DE L'EST

POINTS CLÉS

LA COLLECTE ET LE CONTRÔLE QUALITÉ DES DONNÉES POUR 2023 (3ÈME CYCLE) ONT ÉTÉ ACHEVÉS POUR LES CINQ PAYS.

LA PREMIÈRE SECTION DU RAPPORT DE 2024 SUR LES DONNÉES DE 2023 A ÉTÉ PRÉSENTÉE À LA COMMISSION EUROPÉENNE LE 31 MAI 2024.

LA PREMIÈRE PARTIE DU RAPPORT PRÉSENTE DES DONNÉES QUANTITATIVES ET QUALITATIVES VALIDÉES POUR 12 INDICATEURS CONCERNANT L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DE LA JUSTICE POUR TOUS LES BÉNÉFICIAIRES. CES DONNÉES SONT ORGANISÉES EN TABLEAUX ET GRAPHIQUES, ACCOMPAGNÉES D'UN APERÇU SYNTHÉTIQUE PAR INDICATEUR, AINSI QUE DE COMMENTAIRES POUR LA COMPRÉHENSION DES DONNÉES.



LE RAPPORT ACTUEL REPOSE SUR LES DONNÉES DE L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2023, ET LES DONNÉES DE 2018 SONT INCLUSES SI DISPONIBLES. LA CEPEJ SE FOCALISERA SUR UN MAXIMUM DE 5 CYCLES (Y COMPRIS L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE) DANS TOUS LES LIVRABLES PENDANT LA DURÉE DU PROJET. PAR CONSÉQUENT, LES ÉVOLUTIONS ET VARIATIONS UTILISANT LES COLLECTES DE DONNÉES ANTÉRIEURES SONT PRÉSENTÉES, LE CAS ÉCHÉANT.

LES FICHES PAYS (2E PARTIE) ET LA VERSION CONDENSÉE DE L'ANALYSE (3E PARTIE) DU RAPPORT SOUMIS À LA COMMISSION EUROPÉENNE D'ICI LE 30 JUIN 2024 SONT EN COURS DE PRÉPARATION. CES FICHES INCLUENT ÉGALEMENT UNE ANALYSE DE L'EXPERT GRECO.

PROTÉGER LES DROITS DE L'HOMME, L'ÉTAT DE DROIT ET LA DÉMOCRATIE GRÂCE À DES STANDARDS COMMUNS DANS LE SUD DE LA MÉDITERRANÉE

[Page Web du projet](#)

South Programme V

Human rights

Rule of law

Democracy



PROTÉGER LES DROITS DE L'HOMME, L'ÉTAT DE DROIT ET LA DÉMOCRATIE GRÂCE À DES STANDARDS COMMUNS DANS LE SUD DE LA MÉDITERRANÉE

APERÇU

OBJECTIFS

- Renforcer les capacités des bénéficiaires du sud de la Méditerranée dans le domaine de la mise en œuvre des réformes judiciaires et de l'efficacité et de la qualité des systèmes judiciaires, et renforcer le dialogue et la mise en réseau entre les professionnels, les institutions et les organes de la justice aux niveaux national, régional et international, sur la base sur la méthodologie de la CEPEJ et sur les normes européennes et internationales relatives.

Septembre 2022 – Août 2025

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministère de la Justice,
- Conseils de la justice supérieure,
- Services d'inspection judiciaire,
- Tribunaux pilotes
- Le personnel judiciaire, les avocats et autres parties prenantes concernées dans la région,



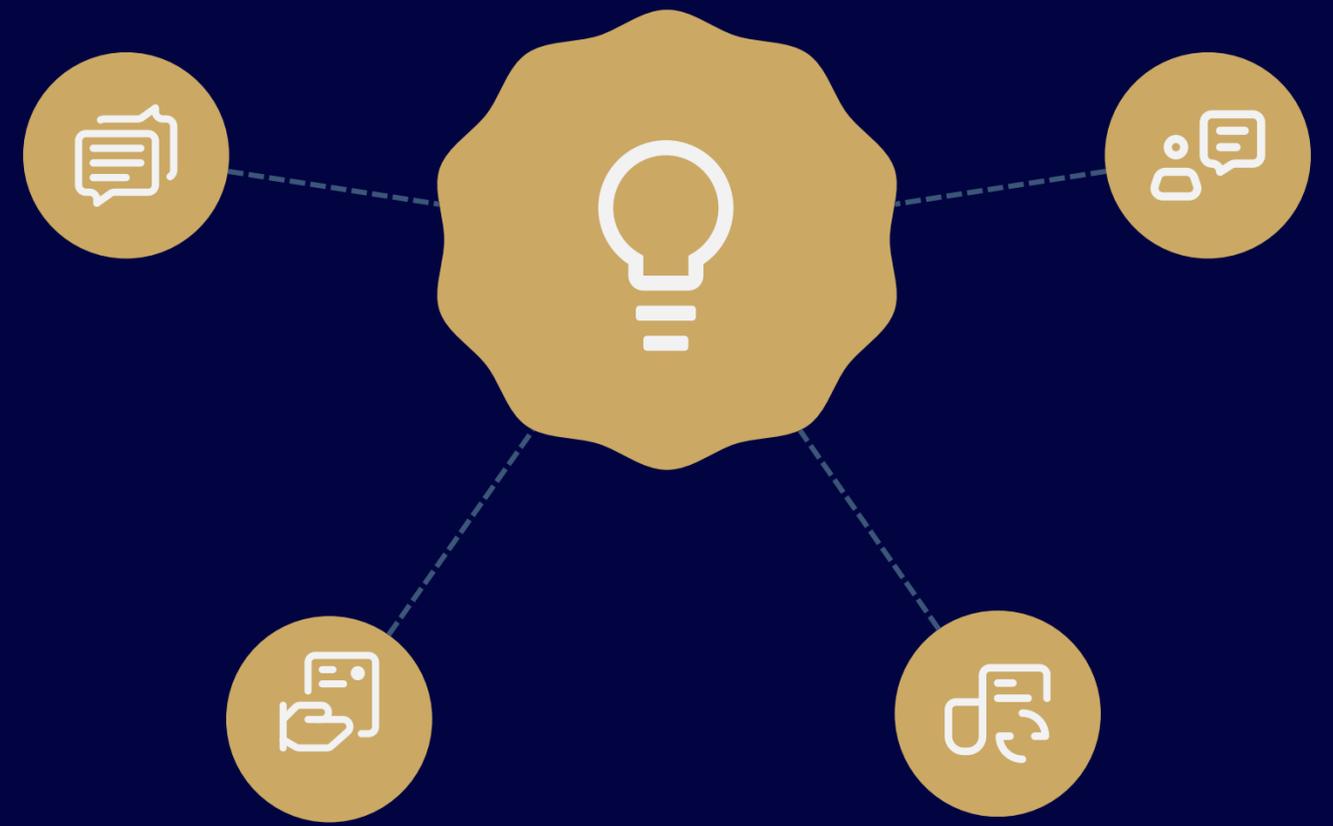
RÉSULTATS ATTENDUS

- Des événements régionaux, multilatéraux et bilatéraux sont tenus pour promouvoir les outils et la méthodologie de la CEPEJ ainsi que les meilleures pratiques internationales, et encourager les échanges régionaux sur les bonnes pratiques.
- Des événements régionaux sont organisés dans le cadre des réseaux existants, notamment le réseau informel des services d'inspection de la justice, dont le développement a été soutenu dans la phase IV du Programme Sud. Ces réseaux sont consolidés et bénéficient d'un soutien supplémentaire.
- Un soutien personnalisé est fourni aux bénéficiaires, sous réserve de la demande des autorités nationales.

200 000 EUR (part de la CEPEJ)

PROTÉGER LES DROITS DE L'HOMME, L'ÉTAT DE DROIT ET LA DÉMOCRATIE GRÂCE À DES NORMES COMMUNES DANS LE SUD DE LA MÉDITERRANÉE

POINTS CLÉS



SOUTIEN CONTINU AU DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU ARABE DES SERVICES D'INSPECTION JUDICIAIRE (ARNJIS). FACILITATION DES RÉUNIONS RÉGULIÈRES EN LIGNE DES MEMBRES

CONTINUATION DE LA SENSIBILISATION DES BÉNÉFICIAIRES DU PSV POUR UNE ÉVENTUELLE COOPÉRATION FUTURE (LIBAN, ÉGYPTE, ALGÉRIE)

DÉVELOPPEMENT DU SITE WEB ET DU LOGO DE L'ARNJIS

PRÉPARATIFS POUR LA TROISIÈME RÉUNION ANNUELLE DE L'ARNJIS QUI AURA LIEU EN JUILLET À TANGER